

LE DEVOIR



LIRE
Des photographies sorties de l'ombre pour mieux remonter le temps littéraire
LED 24



CULTURE Le théâtre se la joue en série longue au Festival d'Avignon **LED 4**

LED TOUR ÉLECTORAL
La couleur surgit du béton dans la circonscription multiethnique de Viau
B 4



Fin du monopole de la SAQ?

Couillard ouvert à « une certaine concurrence » dans la vente au détail des vins, alcools et spiritueux

MARCO BÉLAIR-CIRINO
À SAINT-ANDREWS
LE DEVOIR

Philippe Couillard plaide pour une « ouverture » de la vente au détail des vins, alcools et spiritueux à « une certaine concurrence » tant qu'elle « ne remet pas en cause l'existence de la SAQ ».

À l'instar de la Coalition avenir Québec, le Parti libéral du Québec proposera de faire voler en éclats le monopole de la Société des alcools du Québec (SAQ) s'il est élu le 1^{er} octobre prochain.

En effet, la révision du modèle d'affaire de la SAQ figurera dans la plateforme électorale du Parti libéral du

Québec, a-t-il indiqué en marge du Conseil de la fédération, vendredi.

Au Québec, il pourrait y avoir de petites entreprises privées comme des boutiques de la Maison Nicolas? a demandé *Le Devoir* à deux mois et demi des élections générales. « Oui, exactement! C'est un modèle intéressant. Et, je ne pense pas que ça menace l'existence de la SAQ », a-t-il répondu du tac au tac.

« L'idée d'une privatisation de la SAQ, ce n'est pas de ça dont on parle », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la SAQ conserverait vraisemblablement la mainmise sur la vente d'alcool en ligne au Québec si le

PLQ sort victorieux de la campagne électorale. « Il y a plus de réticences sur le fait d'amenuiser [les règles pour permettre à des producteurs de vendre] directement à l'utilisateur ou à l'acheteur », a souligné M. Couillard dans une mêlée de presse.

Le gouvernement québécois a chargé PwC Canada d'établir un « diagnostic stratégique sur la performance de la SAQ et l'évolution de son environnement d'affaires », puis de déterminer « des scénarios d'évolutions possibles du modèle d'affaires ». Le rapport final devra être déposé au plus tard le 27 août 2018. Le PLQ espère y trouver des munitions.

Le ministre des Finances, Carlos Leitão, s'était dit le 31 mai dernier « pas fermé en principe » à la fin du monopole de la SAQ. « Mais, il va falloir regarder quelles sont les conséquences, quelles sont les implications internes de santé publique, sécurité publique, disponibilité des produits, particulièrement en région, finances publiques, les employés de la SAQ elle-même », avait-il prévenu.

Le PLQ s'avance, encore une fois, en terrain caquiste. En effet, la formation politique de François Legault réclame à hauts cris, depuis un bon moment, la

VOIR PAGE A 3 : SAQ

III THÉÂTRE

Début de dialogue entre Lepage et les Autochtones

JÉRÔME DELGADO
LE DEVOIR

Pris dans une potentielle seconde controverse après celle de *SLÁV*, Robert Lepage a décidé de défendre *Kanata*, sa prochaine production, auprès des gens susceptibles d'être victimes d'appropriation culturelle.

Des propos tranchés et à fleur de peau, quoique dans le respect et même avec humour, ont animé la rencontre entre Lepage, Ariane Mnouchkine et 35 personnalités autochtones, tenue jeudi soir à huis clos, à Montréal. Aucun projet concret n'a été conclu. Mais

VOIR PAGE A 4 : KANATA

III LE QUÉBEC EN SONS

Bruits du pouvoir, pouvoir des bruits

Batailles sonores et symboliques en Nouvelle-France

Le Devoir poursuit une série estivale proposant un portrait sonore du Québec. C'est maintenant au tour d'une tentative de reconstitution du paysage sonore de l'époque de la Nouvelle-France.

L'

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

an de grâce 1646 commence. Ville-Marie aura quatre ans au printemps. Des Algonquins passent l'hiver en campement autour de la palissade du fort sur la pointe Callières. Le père Lalemant raconte l'effet produit par un tir de canon « pour honorer la Feste » du 1^{er} janvier.

« Les Sauvages allarmez accourent, demandent ce que c'est », écrit le missionnaire dans sa relation. On leur explique qu'« à mesme jour le Fils de Dieu avoit été nommé JESUS, c'est-à-dire Sauveur, & que le bruit des canons donnoit à entendre qu'il le falloit honorer ». Les Amérindiens arment alors leurs arquebuses « & font une salve fort gentille ».

Les armes à feu pétardaient donc déjà de tous bords. Un siècle plus tôt, en 1535, le grand chef Donnacona demandait à Jacques Cartier de faire tonner du canon avec un effet autrement plus déconcertant. Les Amérindiens d'Hochelaga « furent tous si étonnés, raconta l'explorateur, qu'ils pensaient que le ciel fut chu sur eux; et se prirent à hurler et à pousser des cris tellement forts qu'il semblaient que l'enfer s'y fut vidé ».

Ces deux événements sont racontés dans « *Le paysage sonore de la Nouvelle-France* », que Jean-François Plante a publié dans la revue *Ethnologues* en 2013 (vol. 35, n° 1). Ce texte pionnier demeure le seul disponible sur le très original sujet.

« Le courant des études historiques sur les sons commence à se développer ailleurs, mais pour ce qui est de la Nouvelle-France, je crois être pas mal le seul à m'y être intéressé », confirme M. Plante en entrevue téléphonique.

VOIR PAGE A 5 : SONS



INDEX

- Avis légaux..... B10
- Carrières..... A8
- Décès..... B10
- Édito..... B8
- Grille TV..... LeD32
- Idées..... B9
- Mots croisés.. LeD46
- Petites annonces B10
- Sports..... A6
- Sudoku..... LeD46





#1

2018 Meilleure ligne
aérienne vacances au monde



L'Aréna des Canadiens visé par une demande d'action collective

LA PRESSE CANADIENNE
À MONTRÉAL

L'Aréna des Canadiens est visé par une demande d'action collective déposée vendredi auprès de la Cour supérieure du Québec lui reprochant de ne pas avoir payé des heures supplémentaires et reconnu du temps travaillé.

Le document de 20 pages, qui cite des infractions à la Loi sur les normes du travail, cite comme demanderesse Joanie Godin, qui a travaillé pour le groupe d'octobre 2016 à avril dernier comme coordonnatrice principale à la rédaction, et qui réclame un montant de 4158,45 \$.

L'Aréna des Canadiens chapeaute notamment le Canadien de Montréal et d'autres entités comme Evenko, Heavy Montréal, Osheaga ainsi que le restaurant 9-4-10.

Enjeu de rémunération

Cette demande vise à représenter tout salarié rémunéré sur une base annuelle — ce qui ne tient pas compte des cadres — ayant travaillé pour l'entité « au moins une semaine de plus de 40 heures » depuis le 20 juillet 2017.

Selon la requête déposée par l'avocat Sébastien Paquin-Charbonneau, les salariés de la défenderesse « sont rémunérés sur une base annuelle », ce qui signifie qu'une rémunération « fixe est déterminée en fonction d'un nombre d'heures requis » hebdomadairement.

Toutefois, et de « manière généralisée », ces salariés travaillent « au-delà de la durée de la semaine normale de 40 heures, et ce, sans être rémunérés conformément aux exigences » de la réglementation en vigueur, avance le document.

De plus, l'employeur ne reconnaît pas toujours les heures travaillées.

La requête avance que l'employeur effectue du « contrôle effectif du temps de travail ». Le document cite en exemple le cas de M^{me} Godin, qui, dans la semaine du 30 octobre au 5 novembre 2017, aurait travaillé pendant 77,5 heures alors qu'on ne lui aurait reconnu que 59 heures à temps simple.

De plus, avance le document, « la défenderesse ne respectera pas les dispositions relatives aux heures supplémentaires en ne majorant pas de 50 % les 19 heures supplémentaires qu'elle a pourtant elle-même comptabilisées ».

Étant donné que de nombreux employés se trouveraient dans cette situation, avance la requête, qu'il serait très difficile de tous les contacter et que certains ne travaillent plus pour l'Aréna des Canadiens, la situation justifie une action collective, peut-on lire.

Ford veut revoir les façons de faire entre le Québec et l'Ontario

Le nouveau couple improbable du Canada central a fait connaissance vendredi

MARCO BÉLAIR-CIRINO
À SAINT ANDREWS
LE DEVOIR

Doug Ford s'en prend à un symbole de la relation privilégiée entre l'Ontario et le Québec: la rencontre annuelle des membres des conseils des ministres des deux provinces du « Canada central ».

« M. Ford est ouvert à l'idée, mais il voudrait revoir la formule », a indiqué Philippe Couillard à l'issue d'une séance de travail des premiers ministres provinciaux et territoriaux, vendredi après-midi. Le chef du gouvernement ontarien se pose une série de questions, dont « Comment on va le faire? Quels sujets on va traiter? », a expliqué M. Couillard.

Les deux premiers ministres se sont rencontrés pour la première fois, mercredi soir, dans un pavillon érigé sur le site de l'hôtel The Algonquin à Saint-Andrews au Nouveau-Brunswick. Ils ont échangé une poignée de main. Ils sont tombés l'un sur l'autre à plus d'une reprise dans l'établissement de villégiature entre deux sessions de travail du Conseil de la fédération. Ils se sont prêtés à une « discussion marchée » — « a walking discussion », selon les communicants politiques — dans les jardins sous l'œil des caméras de télévision. Ils ont préféré déjeuner ensemble vendredi matin plutôt que d'assister à une présentation du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime d'assurance médicaments national.

Confiance

En moins de 48 heures, un lien de confiance s'est tissé entre les deux hommes politiques, M. Couillard en est convaincu. « On est tous les deux des personnes directes: on se dit exactement ce que nous pensons. C'est parfait comme ça », a-t-il lancé à des journalistes québécois vendredi après-midi.

D'ailleurs, M. Couillard a rappelé à plus d'une occasion à son nouvel homologue ontarien l'importance d'appuyer les quelque 600 000 franco-phones de sa province, d'autant plus que leur poids démographique continuera de s'effriter d'ici 2028, selon le commissaire aux services en français de l'Ontario (de 4,7 % en 2016 à 3,9 % en 2028). Le discours du Trône du nouveau chef de gouvernement progressiste-conservateur, qui ne contenait aucun mot en français, a fait mauvaise impression au cabinet du premier ministre Philippe Couillard. « J'ai senti de sa part un soutien [des] Franco-On-

En moins de 48 heures, un lien de confiance s'est tissé entre les deux hommes politiques, M. Couillard en est convaincu. « On est tous les deux des personnes directes: on se dit exactement ce que nous pensons. C'est parfait comme ça »



tariens et un soutien envers le fait français en Ontario », a-t-il dit, après avoir souligné que « les Québécois sont solidaires des Franco-Ontariens ».

« Travailler ensemble »

À défaut de convoquer un Conseil des ministres, M. Couillard et M. Ford ont signé un communiqué de presse commun cette semaine. En effet, les deux provinces ont demandé d'une même voix au gouvernement fédéral de « dédommager chaque province pour les répercussions sur les services qui résultent de la hausse du nombre de migrants qui franchissent les frontières à des points d'entrée non réguliers ».

« Il y a beaucoup de sujets sur lesquels on peut et on veut travailler ensemble. Est-ce que ça veut dire qu'on

s'entend sur tout? Bien, non », a poursuivi M. Couillard, citant en exemple la tarification du carbone. M. Ford s'est donné pour mission d'« envoyer à la casse » la taxe sur le carbone, et ce, après avoir tourné le dos au marché du carbone. « Clairement, il y a un désaccord qui est net. On s'entend pour dire qu'on ne s'entend pas là-dessus », a-t-il répété vendredi.

La figure de proue de la « Ford Nation » a quitté Saint-Andrews enthousiaste, même s'il a échoué à rallier une majorité de provinces et de territoires contre la stratégie canadienne de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). « Nous avons eu une super collaboration entre tous les premiers ministres. [...] Les derniers jours ont été très, très fructueux », a-t-il déclaré.

Les premiers ministres Doug Ford, Brian Gallant et Philippe Couillard, vendredi, à Saint-Andrews
ANDREW VAUGHAN LA PRESSE CANADIENNE

Priorité aux entreprises

Les premiers ministres provinciaux et territoriaux ont martelé toute la semaine la nécessité d'« éliminer les obstacles réglementaires » à la croissance des entreprises qui brassent des affaires dans plusieurs provinces. L'instabilité économique créée par la Maison-Blanche commande de passer de la parole aux actes sur ce front, plus d'un après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). Au terme de deux jours de discussions, les premiers ministres se sont engagés à mener des « actions concrètes », a répété comme un mantra le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Brian Gallant, vendredi. Lesquelles? Alléger le « fardeau bureaucratique » lié à l'enregistrement des entreprises, uniformiser un tant soit peu les normes applicables aux secteurs du camionnage et de l'abattage des animaux, ainsi que la réglementation régissant le contenu des trousseaux de premiers soins exigés sur les lieux de travail. Le premier ministre Philippe Couillard s'est rapidement affairé à dissiper l'impression selon laquelle le Conseil de la fédération a accouché d'une souris. « C'est la première fois qu'on fait autre chose qu'énumérer des principes généraux et qu'on pointe, outre les marchés publics [...], des éléments spécifiques », a-t-il soutenu.

1 milliard

Le montant que rapporte, bon an, mal an, la SAQ à l'État québécois.

La fin du monopole des alcools?

SAQ

SUITE DE LA PAGE A 1

mise sur pied d'une commission parlementaire permettant d'étudier la fin du monopole de la SAQ. « On voudrait ouvrir [le marché] à des cavistes, qui pourraient vendre hors du contrôle de la SAQ », résume l'attachée de presse Émilie Toussaint. La CAQ n'a pas déterminé d'échéancier précis pour la mise en œuvre de ce nouveau modèle.

Le Parti québécois s'oppose quant à lui à toute forme de privatisation de la SAQ, bien qu'il reconnaisse qu'il y ait « toujours moyen d'améliorer les monopoles publics ». Le modèle actuel est celui qui permet d'avoir la plus grande sélection et la plus grande di-

versité de produits, en plus de profiter d'un réseau de distribution bien établi, estime-t-il.

Québec solidaire est du même avis: la SAQ favorise une meilleure diversité des produits offerts aux consommateurs. À cela, il ajoute le fait que la société d'État est à son avis la mieux placée pour assurer un service « équitable et similaire partout en province, et pas juste dans les grands centres ».

La SAQ rapporte bon an mal an un peu plus d'un milliard de dollars à l'État québécois.

Restrictions interprovinciales

M. Couillard a ouvert son jeu au terme d'une séance de travail du Conseil de la fédération, jeudi et vendredi à Saint-Andrews, au Nouveau-Brunswick.

Il a aussi plaidé vendredi pour une le-

vée complète des limites de bouteilles de bière, vin et spiritueux de toutes sortes pouvant être transportés d'une province à l'autre par un particulier — ce qui permettrait à un Québécois de rapporter des caisses de bouteilles de vin de la vallée de l'Okanagan, en Colombie-Britannique, par exemple.

« On en a d'ailleurs eu une très bonne [bouteille] ici », a fait remarquer le premier ministre québécois à la presse. « Tout le monde en a bu avec plaisir », a-t-il ajouté. La chef du gouvernement de l'Alberta, Rachel Notley, ne s'est pas privée, ce qui a été bien sûr relevé par ses homologues. Pour cause, M^{me} Notley avait menacé de boycotter le vin de la Colombie-Britannique en guise de représailles au refus de son homologue John Horgan d'autoriser l'expansion du pipeline Trans Mountain.

Aujourd'hui, les Québécois peuvent rapporter tout au plus neuf litres de vin, trois litres de spiritueux et trois caisses de vingt-quatre bouteilles de bière d'une escapade dans une autre province. « Les quantités sont déjà assez importantes », a lancé M. Couillard, s'engageant du même souffle à « aller plus loin ».

Les premiers ministres des provinces et des territoires ont donné leur accord de principe cette semaine à une hausse importante des exemptions personnelles quant à la quantité d'alcool pouvant être transportée par une personne franchissant les frontières. Certains gouvernements, dont celui du Québec, pourraient éliminer toute restriction, comme c'est déjà le cas au Manitoba et en Alberta.

« Il n'est pas raisonnable de garder des barrières pas possibles ou inutiles. Mais, on va le faire progressivement », a indiqué M. Couillard, évoquant la possibilité de devoir procéder à des changements réglementaires ou législatifs pour y arriver. « Le désir du Québec, c'est d'aller dans la direction de « pas de barrières ». »

M. Couillard s'est envolé du Nouveau-Brunswick vendredi après-midi pour Saint-Félicien, où, contrairement à François Legault, il prendra des vacances en famille. « [Je] souhait[e] à tout le monde de passer un été bien sûr agréable, en sécurité, et visitez le Québec! Moi, je passe mes vacances au Québec. »

Avec Marie-Michèle Sioui

MÉDIATION CULTURELLE

Un précédent qu'on espère fructueux

KANATA

SUITE DE LA PAGE A 1

la discussion a créé un précédent qu'on espère fructueux.

« Il s'agit d'un premier pas vers une affirmation collective de ce qui devrait être fait lorsqu'une œuvre est créée sur l'histoire des Autochtones », lit-on dans le communiqué publié par un collectif autochtone ad hoc.

Le projet *Kanata*, conçu pour le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, a soulevé l'ire des communautés autochtones. C'est après leur réaction publiée dans *Le Devoir* que leurs représentants ont été invités à rencontrer le célèbre homme de théâtre et sa partenaire européenne, venue de Paris pour cette seule raison.

Sur invitation d'Ariane Mnouchkine, *Kanata* sera créé en décembre par la troupe multiculturelle du Théâtre du Soleil. Ce n'est pas tant l'absence sur scène d'interprètes autochtones qui est déplorée qu'une relecture de l'histoire du Canada excluant les créateurs issus des Premières Nations.

Il n'a pas été possible de recueillir les commentaires de Robert Lepage,

puisque « en création actuellement, il lui est impossible de se libérer », selon un courriel de sa compagnie, Ex Machina. Selon les témoignages de ceux qui ont assisté à la rencontre, Lepage a été clair sur un point : il ne modifiera pas l'équipe derrière *Kanata*.

« Il n'y a pas de guerre. Le positif [de la rencontre] est le fait qu'on s'est assis ensemble, qu'on a parlé. Je n'ai pas l'impression qu'on se comprend, mais au moins l'effort est mutuel et sincère », résume Alexandra Lorange, juriste en droit autochtone, douze heures après la fin des discussions.

André Dudemaine, directeur du Festival Présence autochtone, affirme aussi tirer du positif de ces premiers pourparlers.

« On se parlait d'une rive à l'autre et, à la fin, la rivière s'est rétrécie. Oui, on a été entendus, mais tout malentendu n'a pas été écarté. Il y a encore des distances culturelles », estime-t-il.

Méconnaissance, encore

Alexandra Lorange, André Dudemaine ou encore Dave Jeniss, acteur et directeur artistique du théâtre Ondinnok, affirment ne pas remettre en cause la liberté de création de qui que ce soit. Ils

avouent même avoir mieux compris, jeudi soir, la démarche derrière *Kanata*. Ce qui les déçoit et choque, c'est l'attitude eurocentriste du théâtre d'élite.

« Notre théâtre n'est pas de tradition européenne. On a des codes différents, un message différent et des façons de faire qui touchent à la mythologie, avec de la danse et du chamanisme. On a manqué une occasion de montrer vraiment l'art autochtone... Ça aurait fait une belle alliance sur scène », commentait vendredi Dave Jeniss, à l'émission *Gravel le matin* de Radio-Canada.

Méconnaissance

Kanata serait-il acceptable en tant que regard qui assumerait ses possibles erreurs et trous? Pas pour Alexandra Lorange. « Je me questionne vivement sur la manière de créer des costumes ou des maquillages, sans nous », dit la diplômée en musique et en théâtre.

Lors de la rencontre, Robert Lepage a annoncé que des tambours seraient utilisés. Ses commentaires font dire à Alexandra Lorange qu'il fait preuve de méconnaissance.

« Il ne comprend pas le processus d'apprentissage du tambour. C'est de l'ordre du sacré. Lui, il sort du spirituel et en fait quelque chose de différent. Ce n'est peut-être pas un manque de respect, mais de l'ignorance », juge-t-elle.

Au lendemain de la rencontre, le principal intéressé est resté coi. Seul écho, celui d'un bref communiqué de presse.

On se parlait d'une rive à l'autre et, à la fin, la rivière s'est rétrécie. Oui, on a été entendus, mais tout malentendu n'a pas été écarté. Il y a encore des distances culturelles.

ANDRÉ DUDEMAINE



« Bien que les inquiétudes n'aient pas toutes été levées, Ariane Mnouchkine et Robert Lepage pensent pouvoir espérer qu'un grand pas a été fait vers une compréhension réciproque », y lit-on notamment.

Oui, un pas a été fait, reconnaissent les participants autochtones, reste à espérer qu'un deuxième et d'autres suivront.

Lepage et Mnouchkine ont invité les artistes à leur proposer des projets. André Dudemaine souhaite que ces paroles traduisent un réel souhait de réconciliation.

« Il n'y aura pas forcément une postface de *Kanata*, mais quelque chose du genre », suppose celui qui dirige Présence autochtone depuis 28 ans.

Réconciliation

La réconciliation ne consiste pas seulement, note-t-il, « à se serrer dans les bras », mais à accepter « qu'une histoire tragique, un génocide culturel » fait partie de l'histoire canadienne.

La réconciliation passe aussi par la reconnaissance, insiste André Dudemaine, chose encore incomplète, malgré des progrès. « On a besoin de l'appui de figures géantes comme Lepage. D'où le sentiment d'un rendez-vous manqué. »

« J'ai lancé l'idée qu'on ne pouvait pas se marier après une date. J'ai proposé qu'on échange nos numéros et qu'on se rappelle », commente Alexandra Lorange, qui admet que la discussion, si elle a débuté avec tension, s'est terminée avec des rires. Présage, espère-t-elle, à un nouveau tête-à-tête.

Savoir préparer son public

Le théâtre se met à la médiation culturelle pour mieux aborder des sujets controversés

Plongés dans la tourmente avant même la première de leur spectacle *Kanata*, Robert Lepage et Ariane Mnouchkine ont ouvert le dialogue avec la communauté autochtone cette semaine. Mais une telle démarche peut-elle systématiquement aider une œuvre au sujet controversé à passer le test de l'acceptabilité sociale?

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

Conscients de pouvoir heurter le public en abordant certains sujets délicats, de plus en plus d'artistes dans le milieu des arts vivants accompagnent leur création d'une démarche de médiation culturelle afin d'aider les spectateurs à se faire leur propre opinion de l'œuvre.

Atelier, lecture, exposition, rencontre avec les artistes, inclusion d'un groupe dans le processus de création : la médiation culturelle revêt plusieurs formes et dépend de l'artiste, de l'œuvre, du sujet, du contexte ou encore du lieu de diffusion.

« C'est beaucoup de facteurs, mais c'est qu'il n'existe pas de définition exacte, c'est élastique, et ça évolue avec le temps », explique Anne Nadeau, chargée de cours à l'École supérieure de théâtre de l'Université du Québec à Montréal.

La forme la plus courante reste l'accueil du public par le lieu de diffusion avec un dépliant agrémenté d'éléments de contexte. Un exercice qui ne va parfois pas assez loin, d'après M^{me} Nadeau, qui est aussi médiatrice culturelle depuis presque vingt ans.

« Je pense que la médiation culturelle doit passer par l'échange entre des êtres humains, à travers des rencontres entre les artistes et les spectateurs avant ou après la représentation, comme le font certains établissements », précise-t-elle.



Bien intégrée dans le milieu des arts visuels, comme les musées qui l'ont vu naître, la médiation culturelle fait tranquillement sa place dans les compagnies de théâtre, entre autres, au Québec. Un atout certain pour les créateurs, assure M^{me} Nadeau.

« Il faut voir la médiation culturelle comme une porte d'entrée pour accéder à une œuvre et l'apprécier. En donnant d'autres informations, d'autres perspectives au public, on s'assure que chacun se sente le bienvenu et compétent devant l'œuvre. »

Cette façon de faire ne garantit pas pour autant une acception systéma-

tique d'une œuvre par la société, croit M^{me} Nadeau. Elle prend ainsi l'exemple du spectacle *SLAV* de Robert Lepage, qui, accusé de faire preuve d'appropriation culturelle, a été annulé.

« Je ne peux pas dire que la médiation culturelle, sous forme d'une exposition ou d'un guide informatif, aurait eu un effet magique et sauvé *SLAV*. Plusieurs personnes qui ont réagi n'avaient pas vu le spectacle, ils en avaient surtout après les intentions prêtées aux créateurs, qui ont mis du temps avant d'expliquer leur démarche. Mais peut-être qu'une médiation culturelle pendant le processus de création aurait changé la donne, car ça aurait influencé les artistes. »

Une méthode indispensable?

Jean-Marie Lafortune, professeur au Département de communication sociale et publique de l'UQAM, renchérit : plus le sujet traité par une œuvre est épineux — susceptible de créer la controverse —, plus elle devrait être insérée dans un processus de médiation culturelle. Mais de là à se l'imposer de façon systématique... le professeur reste sceptique.

« Les créateurs ne se rangeront jamais derrière cette idée. Plus on met d'intermédiaires entre l'œuvre et son public, plus on embrouille les choses et l'appréciation de l'œuvre », explique-t-il.

La dramaturge Annabel Soutar confirme. L'art est une forme de médiation culturelle en soi, dit-elle. « Quand je crée, je suis en constante conversation avec les gens concernés par le sujet que j'aborde, raconte-t-elle. Je les écoute, les questionne, et j'attends leur approbation. C'est une part essentielle de mon processus de création artistique. »

Elle donne pour exemple sa pièce *Fredy* — qui retrace l'histoire de Fredy Villanueva, un jeune homme décédé sous les balles d'un policier à Montréal-Nord en 2008 —, où l'un des comédiens n'était pas un professionnel, mais une personne impliquée directement dans l'affaire Villanueva. « On faisait

L'équipe de production de la pièce *Fredy* a pratiqué la médiation culturelle pour aborder l'histoire du jeune homme décédé sous les balles d'un policier à Montréal-Nord en 2008.

LA COMPAGNIE
PORTE-PAROLE

des répétitions devant différentes communautés culturelles, on a invité aussi des membres du Comité de soutien à la famille Villanueva. »

« Faire du bon théâtre, c'est donc faire un travail de médiation culturelle [durant la création] de l'œuvre », insiste M^{me} Soutar. L'accompagnement du public en parallèle à la diffusion de la pièce reste superflu.

« Pourquoi en rajouter une couche? Les spectateurs n'ont pas besoin d'une leçon ni qu'on leur dise comment interpréter la pièce. Trop les préparer, c'est ne pas faire confiance à leur intelligence et à leur capacité de tirer leurs propres conclusions. »

Des outils

L'auteure ne refuse jamais pour autant de rencontrer les personnes qui ne demandent qu'à approfondir leur compréhension de sa démarche artistique pour se faire une opinion sur son œuvre.

Mais il serait toutefois utopique de croire qu'une œuvre agit toujours comme médiatrice entre les artistes et leur public, selon M. Lafortune. Si certains sont de fins connaisseurs du milieu et n'ont pas besoin d'être guidés, d'autres, moins familiarisés au langage artistique, ont besoin davantage d'outils pour apprécier la pièce.

« Au-delà du débat créé, parfois, un sujet va heurter ou choquer un public plus sensible. Il faut le prévoir en amont », estime-t-il.

« Le danger dans la médiation, c'est de trop prendre le spectateur par la main, de trop le guider, de l'orienter vers quoi penser d'une œuvre », note de son côté Benoit Vermeulen, codirecteur artistique du Théâtre le Clou à Montréal. Son équipe travaille majoritairement avec des adolescents qui n'ont souvent aucune référence sur le plan la forme et du contenu des œuvres théâtrales.

« On essaie de les outiller à travers des ateliers, des rencontres dans les classes avant les représentations, ou encore en les incluant dans l'étape de la création. C'est certain que ça change la réception de l'œuvre. »

Il se dit curieux de connaître l'issue de la rencontre entre Robert Lepage, Ariane Mnouchkine et les personnalités autochtones au sujet de *Kanata*. « L'échange va certainement influencer les créateurs dans leur démarche. Mais c'est sûr que c'est difficile à cerner parfois, où ça commence, où ça s'arrête, quand c'est simplement de la communication. »

L'UNIVERS DU STORE.ca

STORES SUR MESURE
Fabriqué au Québec
MOTORISATION
DISPONIBLE



MONTRÉAL	514-231-8677	QUÉBEC	418-654-8677
LONGUEUIL	450-445-9829	LÉVIS	418-654-8677
LAVAL	450-627-3716	TROIS-RIVIÈRES	819-696-8677

ESTIMATION ET MESURES GRATUITES
SANS FRAIS 1 855 770-8677 MAINTENANT EN FLORIDE 954 955-8677TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUXINSTALLATION
GRATUITE

OU
Jusqu'à
50%
DE RABAIS

MONTRÉAL • QUÉBEC • TROIS-RIVIÈRES • LAVAL • LONGUEUIL • REPENTIGNY • BELOEIL • BOISBIAND • MAGOG • ST-AGATHE • FORT LAUDERDALE

EN BREF

De nouvelles mesures pour protéger les baleines noires

HALIFAX — Le gouvernement fédéral a annoncé la fermeture temporaire de plusieurs pêcheries dans le sud du golfe du Saint-Laurent après que des baleines noires eurent été aperçues dans le secteur. Les nouvelles fermetures entrent en vigueur vendredi matin. Ottawa a précisé que tout l'équipement de pêche doit être retiré des zones ciblées, dont la réouverture sera annoncée plus tard. Les mesures touchent notamment la pêche au crabe des neiges, au crabe araignée, au crabe nordique, au homard et au buccin. Une baleine noire empêtrée dans de l'équipement de pêche a été aperçue vendredi dernier dans le sud du golfe du Saint-Laurent, mais des recherches aériennes et maritimes importantes n'ont pas permis de retrouver l'animal.

La Presse canadienne

Des notions d'éducation à la sexualité dès la garderie

Ce ne sont pas que les écoles primaires et secondaires de la province qui offriront cet automne des cours d'éducation sexuelle : certaines garderies et maternelles accueilleront un programme similaire spécialement adapté aux tout-petits. Quelque 1200 enfants âgés de 0 à 5 ans seront ainsi exposés à certaines notions touchant à la sexualité et aux relations égalitaires dans le cadre d'un projet-pilote déployé par la Fondation Marie-Vincent. Si cette première phase d'implantation est couronnée de succès, le projet Lanterne/Awacic pourrait par la suite être étendu à davantage de garderies, maternelles et centres communautaires. Plusieurs ministères sont partenaires du projet, qui a été spécialement conçu pour s'arrimer aux nouveaux cours d'éducation sexuelle qui seront offerts dans les écoles québécoises dès la prochaine rentrée scolaire.

La Presse canadienne

Obstacles dans l'enquête sur trois suicides au Collège militaire

OTTAWA — Les membres d'une commission d'enquête sur trois suicides survenus au Collège militaire royal du Canada ont dû composer avec des retards et des obstacles troublants dans l'obtention d'informations et de preuves essentielles au cours de leur enquête interne, qui a duré près d'un an. Une copie censurée du rapport définitif de la commission d'enquête fournie aux journalistes cette semaine confirme que les élèves-officiers Harrison Kelertas, Brett Cameron et Matthew Sullivan se sont suicidés lors d'incidents distincts en 2016. Le rapport cinglant met également au jour de nombreuses lacunes et pratiques inquiétantes en matière de prévention du suicide dans cet établissement vieux de 142 ans à Kingston, en Ontario, où les futures générations d'officiers militaires sont préparées.

La Presse canadienne

La Cour suprême confirme la protection des informateurs

OTTAWA — La Cour suprême du Canada a statué que les anciens policiers accusés d'avoir commis des crimes n'ont pas le droit d'utiliser des informations confidentielles obtenues auprès d'informateurs dans le cadre de leurs fonctions pour bâtir leur défense. Dans une décision unanime rendue vendredi, la Cour suprême du Canada juge que les informations confidentielles fournies par des délateurs ne peuvent pas être rendues publiques simplement parce qu'un accusé croit qu'elles pourraient l'aider dans sa défense. La seule exception valide est si l'innocence d'un accusé est manifestement en jeu, comme prévu par la Loi sur le privilège relatif aux indicateurs. Une démarche qui s'appuie sur des critères particulièrement sévères.

La Presse canadienne

PIERREFONDS-OUEST

Les promoteurs de Cap Nature s'impatientent

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Tenus dans l'ignorance quant aux intentions de l'administration de Valérie Plante au sujet de Pierrefonds-Ouest, les promoteurs de Cap Nature réclament une rencontre avec la mairesse. L'incertitude plane sur le projet immobilier de plus de 5500 unités résidentielles depuis que Projet Montréal a promis de transformer le site en parc.

La semaine dernière, quand la mairesse Plante et le ministre responsable de la région de Montréal, Martin Coiteux, ont annoncé que le boulevard urbain prévu dans l'emprise de l'autoroute 440 ne verrait jamais le jour, les promoteurs de Cap Nature ont reçu la nouvelle comme une giflette. Sans lien routier, la réalisation de leur projet immobilier devient difficile, compte tenu des enjeux déjà existants de congestion automobile dans l'ouest de l'île. C'est une façon de tuer le projet, estiment-ils.

« Ce ne serait pas impossible de faire du développement, mais ça met en péril le projet ou ça peut le changer », soutient Marie-Pierre Durand, présidente des Immeubles L'Équerre, l'un des quatre propriétaires des terrains de Pierrefonds-Ouest. « On se demande comment la mairesse Plante, qui se dit transparente, a pu agir de cette façon-là, unilatéralement, sans consulter les élus de Pierrefonds-Roxboro et nous. »

Elle s'étonne aussi de l'annonce faite par le ministre Coiteux puisqu'en 2012, Pierre Moreau, alors ministre des Transports, avait signifié à l'ex-maire Gérard Tremblay l'importance d'un lien routier dans cet axe.

Le projet immobilier de Pierrefonds-Ouest a déjà fait couler beaucoup d'encre. Adjacent au parc de l'Anse-à-l'Orme, il prévoit la construction de



VILLE DE MONTRÉAL / CC



En haut, une vue sur le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Ci-dessus, deux promoteurs, Marie-Pierre Durand et Jean-Pierre Grilli.
VALÉRIAN MAZATAUD
LE DEVOIR

5500 logements sur d'anciennes terres agricoles d'une superficie de 183 hectares. M^{me} Durand rappelle que les propriétaires travaillent sur ce dossier depuis quatorze ans en collaboration avec la Ville. Montréal a multiplié les exigences au fil des ans et les promoteurs s'y sont pliés en plus de dépenser des centaines de milliers de dollars en plans et études, affirme-t-elle.

Président de Grilli Développement Inc., Jean-Pierre Grilli indique que les propriétaires ont consenti à céder l'équivalent de 25 % de leurs terrains à des fins de conservation pour porter à

180 hectares la superficie de boisés protégés. Le développement immobilier s'étendra sur 183 hectares dont 23 hectares en parcs.

S'il se réalise, Cap Nature comptera 30 % de logements sociaux et abordables ainsi que des écoles, des garderies et des espaces commerciaux, favorisant ainsi le maintien des familles sur l'île, insistent les promoteurs. Des mesures de gestion des eaux pluviales ainsi que la préservation de marais et de ruisseaux sont prévues. Et les retombées économiques seront importantes avec des revenus fiscaux pour la Ville de 25 millions annuellement et 34 millions en droits de mutation, signalent les promoteurs. « La Ville devrait être un porteur de ballon pour ce projet », croit Jean-Pierre Grilli.

L'Office de consultation publique de Montréal avait estimé que le projet soulevait un problème majeur d'acceptabilité sociale. Les consultations ont été influencées par la présence de nombreux environnementalistes, rétorquent les promoteurs, qui reprochent à la Ville d'avoir omis de soumettre à la consultation le programme particulier d'urbanisme (PPU), qui en était pourtant à sa 22^e version.

Rencontre demandée

À deux reprises, les promoteurs inquiets ont fait parvenir une demande de rencontre avec la mairesse Plante afin de lui présenter le projet et de connaître ses intentions. Ils soutiennent n'avoir obtenu aucune réponse. Récemment, la mairesse a évoqué la possibilité d'autoriser du développement sur une partie du site.

Dans l'immédiat, les promoteurs n'envisagent pas de s'adresser aux tribunaux. « C'est prématuré, soutient Jean-Pierre Grilli. On est ouverts à la discussion. S'ils veulent qu'on en fasse moins, on en fera moins et ils nous paieront pour le reste [des terrains]. »

Selon le cabinet de la mairesse, il est trop tôt pour préciser les intentions de la Ville. « Comme la mairesse l'a rappelé à plusieurs reprises, la Ville est présente en train d'étudier la zone qui serait visée pour l'agrandissement du parc de l'Anse-à-l'Orme. Cette analyse n'est pas complétée. Les promoteurs, comme l'ensemble des parties prenantes, seront bien entendu rencontrés dans le but d'alimenter cette réflexion », a-t-on indiqué.

Ces bruits du passé

SONS

SUITE DE LA PAGE A 1

Musicien professionnel spécialisé dans le répertoire baroque que l'on pouvait entendre en Nouvelle-France avec son ensemble Philidor, adjoint au directeur de l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval, il détient un doctorat en ethnologie historique sur les fonctions symboliques des musiciens dans l'espace sonore, social et rituel de la Nouvelle-France.

Entendre le non-dit

Le travail du docteur ès sons s'appuie sur le concept de « paysage sonore » (*soundscape*) développé par le compositeur et écologiste canadien Murray Schafer. Selon cette idée centrale, les diverses sonorités d'un lieu donné se combinent pour former un environnement immersif. En Nouvelle-France, le paysage sonore de la grande cité de Québec n'était déjà pas exactement le même et était vraisemblablement plus riche et bruyant que celui des villes mineures de Montréal ou Trois-Rivières.

La reconstitution des paysages disparus se fait en fouillant les documents historiques, les écrits officiels, les mémoires, les lettres, les livres, mais aussi les gravures et les toiles en se mettant pour ainsi dire à l'écoute des « phénomènes sonores » du passé.

« Il faut souvent procéder par déduction quand il s'agit du paysage sonore, explique M. Plante. Schafer nous enseigne qu'il faut s'habituer à entendre ce qui n'est pas dit. »

La reconstitution de M. Plante porte sur la Nouvelle-France de 1600 à 1760. Il n'essaie donc pas d'imaginer le paysage sonore de la Huronie, avant l'installation des Européens. Il en donne tout de même un aperçu dans un extrait où Champlain décrit une battue organisée par des Hurons pour piéger des cerfs. Ils frappent sur deux bâtons. Ils hurlent pour « crier & contrefaire les loups ».

Cloches et canons

Une fois les colons français installés, deux types de sons liés aux deux pouvoirs, le religieux et le politique, vont s'épauler et se confronter. Le chercheur donne l'exemple concret de l'ar-

rivée par la mer, à Québec, d'un personnage important, évêque ou capitaine. L'événement exceptionnel force inmanquablement la compétition entre les cloches religieuses qui sonnent et les canons royaux qui tonnent.

« Il y avait une grande bataille du son en Nouvelle-France, résume M. Plante. Le pouvoir religieux est placé sous l'autorité de l'évêque. Le pouvoir monarchique se trouve représenté par le gouverneur et l'intendant. On se battait par sources sonores interposées sur la rue, dans les maisons, autour des institutions. »

La colonie s'affirme d'abord comme une utopie catholique marquée dès ses origines par le mysticisme du XVII^e siècle. Le paysage sonore religieux se construit avec les prières, les chants liturgiques, la célébration de la messe, mais aussi les processions et les cloches, omniprésentes. Le tinton, la volée, l'angélus ou le glas rythment les heures et marquent les grands rites de passage.

Le pouvoir temporel veut donc affirmer sa place légèrement supérieure au pouvoir spirituel. Depuis le concordat de Bologne (1516), le roi de France exerce un pouvoir de nomination à la tête des évêchés, archevêchés, abbayes ou prieurés du royaume. Le doctorat de M. Plante s'intéresse à la crie des ordonnances, capitales comme moyen de communication dans une société fortement illettrée. L'huissier peut annoncer un nouveau règlement de l'autorité ou la recherche d'un criminel par décret de prise de corps. Il se présente à l'un des quatre ou cinq points prévus à Montréal et Québec, précédé d'un appel de tambour. Le chercheur a décelé une soixantaine de criées à travers

Le paysage sonore religieux se construit avec les prières, les chants liturgiques, la célébration de la messe, mais aussi les processions et les cloches, omniprésentes

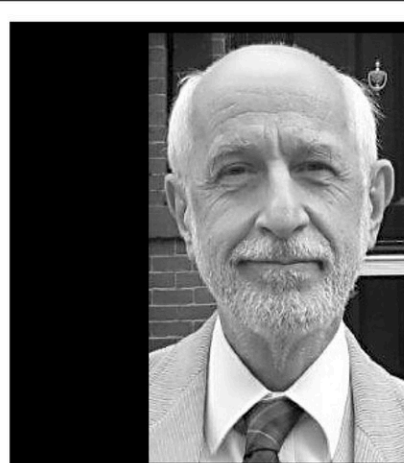
les procès-verbaux maintenant numérisés par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. « C'est un rituel politique, un acte monarchique en Nouvelle-France, dit-il. Le tambour participe à une opération symbolique sonore. Il est la voix de l'autorité. »

Hi-fi ou lo-fi

On peut rajouter à cette classification binaire les sons civils ou économiques pour former une sorte de tripartition sonante. Le paysage sonore de la colonie se compose alors en combinant le martèlement des artisans, le sarclage des paysans, le rabotage et le clouage des charpentiers, mais aussi les palabres des rues en français, en patois, en langues amérindiennes, le vacarme des maisonnées au travail ou au repas, le tintamarre des lieux de divertissement comme les tavernes, le brouhaha des marchés, de simples déplacements en charrette ou à cheval sur les pavés, quand il s'en trouve, sans oublier les cris des animaux domestiques, de l'aboïement des chiens au meuglement des vaches.

Shafer propose une autre distinction entre le paysage sonore *hi-fi* et le *lo-fi* (traduits respectivement par haute et basse fidélité). Dans le premier type, chaque son est clairement et distinctement perçu. Dans un paysage *lo-fi*, « les signaux acoustiques se perdent dans une surpopulation de sons qui suppriment la perspective ». La campagne est généralement plus *hi-fi* que la ville, et la nuit plus que le jour.

« Nos paysages sonores d'aujourd'hui sont très *lo-fi*, dit le savant des sons. En Nouvelle-France, il n'y avait pas de moteur, et la nuit était très *hi-fi*. Il y avait quelques cabarets à Québec et à Montréal. Les églises sonnaient l'angélus à 6h. Les procès-verbaux que j'ai étudiés montrent que les gens étaient au boulot à 7h. Ils vivaient avec la lumière du jour, et la vie plus bruyante reprenait donc avec la luminosité. »



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

EN BREF



Caleta-Car arbore son chandail de l'OM.
BORIS HORVAT AGENCE FRANCE-PRESSE

Soccer: un joueur Croate passe chez les Français

MARSEILLE — Le défenseur central Duje Caleta-Car, remplaçant avec la Croatie lors de la finale du Mondial 2018, s'est engagé avec l'Olympique de Marseille (OM), dont il devient la première recrue de l'été, a annoncé vendredi le club français. Le joueur, âgé de 21 ans, évoluait depuis 2014 chez les Autrichiens du Red Bull Salzburg. L'OM n'a pas précisé le montant du transfert, mais la presse française évoquait ces derniers jours une somme de 20 millions d'euros. Le natif de Sibenik débarque à Marseille avec une médaille d'argent de Coupe du monde autour du cou. « Après une saison incroyable, avec les demi-finales de l'Europa League et la finale de la Coupe du monde, j'ai maintenant l'occasion de joindre un top club européen. »

Agence France-Presse

Athlétisme: un record canadien sur 800 m

MONACO — Brandon McBride a inscrit son nom dans le livre des records canadiens en athlétisme. L'athlète âgé de 24 ans, originaire de Windsor en Ontario, a abaissé la marque canadienne, vieille de 10 ans, en route vers la conquête de l'argent sur 800 m vendredi lors d'une escale de la Ligue de diamant de l'IAAF à Monaco. Le chrono de 1 min 43,20 s de McBride a fracassé la marque de 1 min 43,69 s appartenant à Garry Reed et réalisée sur la même piste en 2008. Nijel Amos, du Botswana, l'a emporté en 1 min 42,14 s. L'Espagnol Saul Ordóñez a complété le podium en 1 min 43,65 s. McBride avait fini huitième sur 800 m aux Championnats du monde d'athlétisme en 2017, et il avait pris le 14e rang aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro en 2016.

La Presse canadienne

Mercedes prolonge le contrat de Bottas

HOCKENHEIM — Mercedes a octroyé une prolongation de contrat d'un an, assortie d'une année d'option supplémentaire, au pilote de Formule 1 Valtteri Bottas. L'équipe allemande a annoncé l'entente par voie de communiqué vendredi, au lendemain de la prolongation de contrat de deux ans offerte au champion en titre Lewis Hamilton. Ces décisions viennent ainsi mettre un terme aux rumeurs qui ont circulé sur les deux pilotes. Bottas, âgé de 28 ans, dispute sa deuxième saison avec Mercedes. Il a signé trois victoires en 2017, mais le Finlandais n'a toujours pas grimpé sur la plus haute marche du podium en dix courses cette saison. Il a terminé en deuxième place à quatre reprises, et il occupe le cinquième rang au classement cumulé, à 59 points de Hamilton.

The Associated Press

III TENNIS

Eugenie Bouchard accède au carré d'as en Suisse

Elle obtient un laissez-passez pour la Coupe Rogers qui se tiendra à Montréal en août

LA PRESSE CANADIENNE
À GSTAAD

Eugenie Bouchard a reçu de bonnes nouvelles vendredi, quelques minutes après avoir accédé au carré d'as de l'Omnium de Suisse en pulvérisant la qualifiée russe Veronika Kudermetova 7-5, 6-0.

Tennis Canada lui a en effet annoncé qu'elle bénéficierait d'un laissez-passez pour le tableau principal de la Coupe Rogers de Montréal, en août.

Bouchard a décoché cinq as et brisé Kudermetova à six reprises, en route vers son premier match de demi-finales depuis janvier 2017. Elle avait alors atteint la finale d'un tournoi à Sydney.

« Je suis heureuse de pouvoir disputer un autre match, a commenté la joueuse âgée de 24 ans. Je ne me compare pas, ni ne songe à mes exploits passés, comme vous passez votre temps à le faire. J'ai un match à disputer [samedi], et ce sera magnifique. »

La joueuse originaire de Westmount a scellé l'issue de la rencontre en s'adjudiquant les huit derniers jeux, et dix des onze derniers. Elle a commencé le deuxième set en remportant treize points consécutifs.

« C'était important pour moi de réaliser que même si elle réussissait de gros coups, je pouvais riposter, a-t-elle commenté. Je devais me contenter de contre-attaquer et d'en profiter, ce que je suis parvenue à faire beaucoup mieux au deuxième set. »

Bouchard affrontera en demi-finales la gagnante du match entre la favorite, Alizé Cornet, et l'Australienne Samantha Stosur.

Elle tentera de signer une deuxième victoire sur le circuit de la WTA. Sa première s'était produite à Nuremberg, en Allemagne, en 2014.

L'invitation de Tennis Canada pour la Coupe Rogers de Montréal ne semblait pas acquise, il y a de ça quelques mois seulement. Bouchard est présentement 146e au monde, et 2e au Canada.

« Eugenie démontre de belles choses présentement et nous espérons qu'elle pourra poursuivre sur cette lancée à Montréal », a déclaré Eugène Lapiere, le directeur de la Coupe Rogers.

Bouchard disputera son match de premier tour à la Coupe Rogers dans le cadre de la séance de jour du lundi 6 août, à moins qu'elle ne doive affronter une joueuse qui dispute la finale du tournoi de San Jose ou de Washington, le 5 août. Elle connaîtra l'identité de son adversaire au moment du tirage officiel, qui aura lieu le vendredi 3 août.

Deux autres laissez-passez seront distribués à des Canadiennes avant le tournoi.

III SOCCER

La bonne étoile de l'Impact suivra-t-elle?

Le onze montréalais entreprend une séquence de matchs à l'étranger plein d'espoir

ALEXIS BÉLANGER-CHAMPAGNE
LA PRESSE CANADIENNE
À MONTRÉAL

L'Impact a fait du stade Saputo sa forteresse depuis le début du mois de juin, mais c'est à l'étranger que la formation tentera de consolider sa position au classement en MLS et de se qualifier pour la finale du Championnat canadien.

Le hasard fait parfois bien les choses, et voilà que l'Impact (9-12-0) pourra passer quelques jours dans la région de Portland après avoir affronté les Timbers (8-3-6), samedi. Il se rendra ensuite à Vancouver pour disputer le match retour de sa demi-finale du Championnat canadien contre les Whitecaps, mercredi.

Puisque les équipes de la MLS disputent habituellement un seul match par semaine, il est très rare qu'une formation prolonge son séjour à l'étranger plutôt que de rentrer à la maison. Il était toutefois logique dans ce cas-ci que l'Impact évite un aller-retour transcontinental, même si le long séjour amène aussi son lot de défis.

« Nous essayons d'être attentifs à tout : la nutrition, la diététique, la récupération. En France, nous appelons ça la préparation invisible, a souligné l'entraîneur-chef de l'Impact, Rémi Garde. Ça inclut tout ce qui est fait en dehors du terrain. Plus vous avez de matchs rapprochés, plus l'impact est important sur la santé et la condition physique des joueurs pendant les matchs. »

« En France, il y a deux coupes nationales, les coupes d'Europe et le championnat. J'ai déjà dirigé des saisons à plus de 55 ou 60 matchs. Nous avons une petite expérience dans ce que nous pouvons demander aux joueurs, sachant qu'évidemment ici, il y a la longueur des voyages et le



décalage horaire. Nous essayons de prendre tout ça en compte. Pendant notre séjour là-bas, les séances d'entraînement seront moins importantes. »

Si Garde craint les enjeux physiques du long voyage, l'arrière latéral Daniel Lovitz a plutôt souligné les défis psychologiques. Alors qu'une équipe dans une mauvaise séquence va souvent soutenir qu'un voyage peut permettre aux joueurs de tisser des liens, Lovitz croit que l'esprit d'équipe pourrait être mis à l'épreuve pendant cette semaine sur la côte ouest. « C'est beaucoup plus facile quand vous gagnez et que vous avez du plaisir à jouer à domicile. Mais quand vous allez à

l'étranger, ça permet de voir véritablement dans quel état est l'esprit d'équipe.

Les Timbers représenteront un défi majeur pour l'Impact, qui présente un dossier de 2-9-0 sur les pelouses adverses. D'abord, les Timbers sont toujours invaincus au Providence Park en MLS cette saison (5-0-2). De plus, la formation de l'Oregon n'a pas perdu à ses douze dernières sorties en championnat (8-0-4), la meilleure séquence active du genre à travers le circuit.

L'Impact a remporté six de ses huit derniers matchs en MLS (6-2-0). De plus, le Bleu-blanc-noir présente un dossier de 1-0-1 en deux sorties à Portland en MLS.

L'esprit d'équipe pourrait être mis à rude épreuve pour l'Impact, au cours des prochains jours.
PETER MCCABE
LA PRESSE
CANADIENNE

Sagan remporte la 13e étape du Tour de France

Privé de plusieurs adversaires qui ont abandonné la course le champion du monde triomphe

JEAN MONTOIS
AGENCE FRANCE-PRESSE
À VALENCE

À la sortie des Alpes, le Tour a renoué avec le calme, et Peter Sagan avec ses habitudes : le champion du monde a enlevé la 13e étape, vendredi à Valence.

La tension, qui avait culminé la veille dans la montée de l'Alpe d'Huez, est redescendue; au soulagement général, même si l'Italien Vincenzo Nibali, qui n'a pas pu repartir (vertèbre fracturée) reste la victime des débordements et de l'imprudance d'un spectateur. « C'est une extrême minorité, des gens qui viennent là pour se donner en spectacle et mettre une institution comme le Tour en danger », a enragé Romain Bardet.

Privé de bon nombre d'adversaires, le Slovaque a ajouté une troisième perle à sa collection 2018, après La Roche-sur-Yon (2e étape) et Sarzeau (4e étape). Son onzième succès d'étape dans le Tour depuis ses débuts en 2012. « Sagan est au-dessus », a reconnu le Français Arnaud Démare, troisième derrière le champion du monde et le champion d'Europe, le Norvégien Alexander Kristoff.

Il est vrai que deux vainqueurs des sprints de la première semaine, le Colombien Fernando Gaviria et le Néerlandais Dylan Groenewegen, deux étapes pour chacun d'eux, ont quitté la course dans les Alpes, ainsi que d'autres spécialistes (Greipel, Kittel, Cavendish...) dans une hécatombe rarement vue sur les Tours contemporains.

Sagan, le plus costaud des sprinteurs quand la route s'élève, a sans doute moins souffert que ses adversaires en montagne, selon les explications de Démare. D'où une fraîcheur supplémentaire qui lui a permis de remonter le Français, le premier à lancer le sprint après une tentative du Belge Philippe Gilbert sous la flamme rouge, et Kristoff.

Dans les 25 derniers mètres, Sagan a été chronométré à 69,9 km/h. Un peu plus vite que Kristoff (69,8 km/h) et Démare (68,4 km/h).

« C'était une étape en or », a convenu le vainqueur du jour. Sagan n'est pas apparu le moins du monde déstabilisé par sa séparation avec son épouse Kataryna, annoncée pendant le Tour.



Peter Sagan a moins souffert en montagne que ses adversaires.
JEFF PACHOUD AGENCE FRANCE-PRESSE

Radio-Canada en discussion avec Blackpills

PHILIPPE PAPINEAU
LE DEVOIR

Dans le but d'enrichir leurs sélections respectives de contenus, l'application de vidéos sur demande pour téléphone mobile Blackpills et Radio-Canada ont déjà amorcé des pourparlers, a confirmé le diffuseur public.

En entrevue au *Devoir* plus tôt cette semaine, un des patrons de Blackpills, Patrick Holzman, avait affirmé que son entreprise avait « entamé des discussions avec des diffuseurs et des partenaires ».

Marc Pichette, premier directeur des relations publiques et de la promotion de Radio-Canada, a affirmé que les dirigeants de l'application destinée aux 18-25 ans « nous ont proposé quelques contenus et ont montré de l'intérêt pour certaines de nos webséries ». Toutefois, Radio-Canada n'a « pas, pour le moment, fait l'acquisition de certains de leurs contenus ».

M. Pichette a par ailleurs estimé qu'il « apparaît prématuré pour le moment » de discuter de l'intégration de Blackpills au service de télé sur demande Tou.tv. Depuis le début du mois de mai, afin de peser ensemble plus lourd dans la bataille contre Netflix, Radio-Canada propose sur ICI Tou.tv Extra certaines des émissions produites par le Groupe V Média, Bell Média, TV5 Québec et l'Office national du film du Canada.

Blackpills a par ailleurs acquis les droits pour l'Europe et l'Amérique — sauf pour le Canada francophone — de la première saison de la série *L'âge adulte*, de Guillaume Lambert (Pixcom), et de *Polyvalente*, réalisée par Sébastien Landry et Laurence Morais-Lagacé (La Guérilla), le duo qui a aussi créé *Game of Death*, déjà sur l'application Blackpills.

EN BREF

L'OSM en concert pour l'« ouverture spirituelle » du Festival de Salzbourg

Kent Nagano et l'OSM ont présenté vendredi à Salzbourg la *Passion selon saint Luc* en « ouverture spirituelle » au Festival de Salzbourg 2018, qui sera inauguré le 27 juillet à 11 h à la fameuse Felsenreitschuhle par un discours du philosophe, historien et écrivain Philipp Blom, en présence du président de la République autrichienne. Le spectacle inaugural du festival sera la première de *La flûte enchantée* de Mozart diffusée en direct par l'ORF, radio-télévision autrichienne. L'« ouverture spirituelle », tradition instillée il y a quelques années par Alexander Pereira et qui a été maintenue par son successeur, Markus Hinterhäuser, permet de programmer quelques concerts avant le lancement officiel du festival et donc d'étendre, en amont, la manifestation. Sarah Wegener, Lucas Meachem, Matthew Rose et Slawomir Holland (narrateur) étaient les solistes de la soirée, enregistrée par l'étiquette BIS et donnée en présence du compositeur.

Le Devoir

À LIRE



ALEXANDRE SHIELDS LE DEVOIR

Notre couverture du **Festif! de Baie-Saint-Paul**, par notre journaliste Alexandre Shields, samedi et dimanche sur le site Web et l'application mobile du *Devoir*.



III FESTIVAL

Le test Cabrel

La grande question : aux Francofolies de Spa, les publics sont-ils solubles ?

SYLVAIN CORMIER
À SPA
LE DEVOIR

Dans quelques heures, on va savoir. Il y aura Francis Cabrel sur la grande scène Pierre-Rapsat, et l'on pourra, pour la première fois, offrir un début de réponse à la grande question : les publics sont-ils solubles ? C'est le pari de la nouvelle configuration du site des Francofolies de Spa, qui annexe la scène qui fut celle des grandes vedettes consacrées (d'Adamo à Polnareff) au grand Village francofofou, lieu de ralliement des jeunes gens bondissants et de leurs idoles du moment.

On ne pouvait juger de rien jeudi : le premier soir était consacré au hip-hop et à l'électro, sur les scènes grandes et petites, à quelques exceptions près (la lumineuse Clara Luciani, notamment, qui a encore ravi tout le monde avec son *Eddy* et *La grenade*, merveilles de chanson pop) : la scène Pierre-Rapsat, de Roméo Elvis aux Lost Frequencies, ressemblait en plus gros à ce qui était auparavant la plus grosse scène du Village. Même surchauffe, même défolement collectif.

Et ce vendredi ? En fin d'après-midi, devant la scène Pierre-Rapsat, une foule plutôt jeune danse sous la pluie, ondulant au rythme à la fois envoûtant et languissant des airs de Cats on Trees. Car il pleut. On n'y croyait plus, hier encore, ça causait sécheresse saharienne dans les Ardennes. Les gens sont contents, l'averse bienvenue rafraîchit un tantinet.

S'amuser tristement

Drôle de tandem, Cats on Trees. Yohan Hennequin tape comme un forcené sur ses peaux, et Nina Goern se dandine nonchalamment. Non, pas nonchalamment. Tristement. C'est peut-être le maquillage rouge sous les yeux qui confère l'impression de mal-être, mais elle semble tout faire tristement. Même sourire. Même danser. Même s'amuser. Ce concert présenté en exclusivité, seule date belge de l'été pour le groupe français, propose majoritairement les chansons de l'album *Neon*, et ce sont presque toutes des histoires tristes qui se dansent. C'est sombre, et pourtant, on tape dans les mains. Et on bondit joyeusement. Dans le Village francofofou, depuis toujours, ça bondit joyeusement.

C'est dire à quel point, grande scène ou pas, on est très loin de Cabrel. Il n'y a rien qui s'en rapproche dans la programmation du jour, pas même la chanteuse belge Charlotte, dont les chansons bien faites se ressemblent un peu toutes dans le moule électro du clavier dominant. Il y a bien le duo suisse Aliose, dont la chanson folk rock de très honnête cuvée a tout pour plaire au public de Cabrel. À cela près que c'est à la même heure, très loin ailleurs sur le site.

Un site qui, justement, se remplit, se remplit, se remplit, n'en finit plus de se remplir... pour Cabrel. Tiens donc. Le test Cabrel a bel et bien lieu, mais il ne

s'agit pas du tout de savoir si la chanson de guitares a sa place dans le Village francofofou des jeunes bondissants, mais bien d'évaluer la contenance du lieu pour tous ceux qui aiment Cabrel. Est-ce assez grand ?

L'ingérable succès

Réponse : non. Le caractère attractif d'un spectacle de grande vedette de la chanson pour vraiment pas cher a eu pour effet d'attirer les multitudes, bien au-delà des 8000, 9000 qu'accueillait la place de l'Hôtel-de-Ville. Une heure avant le spectacle, ça débordait : des milliers de spectateurs vont devoir se contenter des deux écrans géants, sans même pouvoir apercevoir la scène Pierre-Rapsat.

Le caractère attractif d'un spectacle de grande vedette de la chanson pour vraiment pas cher a eu pour effet d'attirer les multitudes, bien au-delà des 8000, 9000 qu'accueillait la place de l'Hôtel-de-Ville. Une heure avant le spectacle, ça débordait.

Des milliers de spectateurs ont dû se contenter des deux écrans géants, sans même pouvoir apercevoir la scène Pierre-Rapsat, sur laquelle Francis Cabrel, tout sobre dans sa chemise de bleu le plus foncé, a aligné ses immortelles qu'ont entonnées avec lui les gens. Et forcément, le fait de ne pas voir l'artiste a fait des mécontents...

H-P. LESUISSE

Ça fait des mécontents. « Si c'est pour le regarder sur une grande télé, c'est pas la peine », se lamente une dame. Ça fait aussi des résignés. « Au moins on l'entend », lance une autre. Là-bas tout là-bas, Cabrel tout sobre dans sa chemise de bleu le plus foncé aligne ses immortelles qu'entonnent avec lui les gens : *Encore et encore, Des hommes pareils, L'encre de tes yeux...* Sur l'écran géant, il n'a pas beaucoup d'expression, le Francis, comme s'il était lui aussi un peu dépassé par la situation.

On n'est pas au Paléo de Nyon, constate-t-on, ni au Festival d'été de Québec : impossible de donner à 20 000, 25 000 personnes un bon point de vue, voire un point de vue tout court. Sur le chemin de la sortie du site, je m'arrête pour deux chansons au spectacle d'Aliose. Il y a de l'espace pour les gens, et des arbres autour. C'est agréable : le lieu, le duo, les chansons. Sur le chemin qui mène à l'hôtel, je passe près de la haute clôture qui sépare la grande scène de la rue. C'est bête à dire mais incontestable : c'est l'endroit idéal pour entendre Francis Cabrel. Et même le voir, un peu, sans écran géant. Drôle de résultat au test Cabrel : à moins d'arriver très, très tôt, c'est à l'extérieur du site qu'on est le mieux.

Sylvain Cormier est invité par l'organisme Wallonie-Bruxelles Musiques aux Francofolies de Spa.

LIRE AUSSI LES COMPTES RENDUS DE SYLVAIN CORMIER, EN VADROUILLE SAMEDI ET DIMANCHE AUX FRANCOFOLIES DE SPA, SUR LE SITE WEB ET L'APPLICATION MOBILE DU DEVOIR.

Papeterie Casse - Noisette

*Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.*

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Des employés de Maax déclenchent une grève illimitée

La convention collective des 120 travailleurs en débrayage est échue depuis le 31 décembre

JULIEN ARSENAULT
LA PRESSE CANADIENNE

Exaspérés par la lenteur des négociations visant à renouveler leur contrat de travail, environ 120 travailleurs du fabricant de bains et de douches Maax ont déclenché vendredi une grève illimitée à l'usine de l'entreprise située dans l'arrondissement montréalais de Lachine.

Les pourparlers entre le syndicat des Teamsters, qui représente les employés touchés, qui avaient débuté en mars dernier, sont donc rompus.

Selon la partie syndicale, les principaux points en litige sont les salaires, le respect de l'ancienneté lors des vacances et la mise en place d'un régime de retraite. Les syndiqués sont affectés à la fabrication et l'assemblage.

« On parle de gens qui gagnent 16 \$ l'heure et qui demandent 1 \$ l'heure de plus par année pour le contrat de travail », a expliqué le porte-parole du syndicat des Teamsters, Stéphane Lacroix, au cours d'un entretien téléphonique.

La convention des 120 employés en grève est échue depuis le 31 décembre dernier. Ceux-ci réclament aussi un régime de retraite jugé raisonnable.

Si les pourparlers sont rompus, M. Lacroix a indiqué qu'ils pourraient néanmoins reprendre si l'employeur décide de mettre un peu d'eau dans son vin.

« Une grève générale illimitée, on sait quand cela commence, mais on ignore quand elle se termine, a-t-il dit. Si l'employeur a des offres intéressantes, la grève pourrait prendre fin. »

L'employeur déçu

De son côté, le directeur général de Maax, André Deland, a dit respecter le droit de grève des employés, et ce, même s'il était déçu de voir le syndicat se tourner vers ce moyen de pression.

Sans vouloir négocier sur la place publique, il a expliqué, au cours d'un entretien téléphonique, que la porte « n'était pas fermée » en ce qui a trait à une reprise des pourparlers.

« Nous avons un plan de contingence en place pour assurer la satisfaction de nos clients, mais c'est clair que l'usine ne tourne pas à plein régime », a dit M. Deland.

L'an dernier, l'entreprise qui avait vu le jour au Québec il y a un peu moins de 50 ans était passée dans le giron d'American Bath Group (ABG). Cette société établie à Savannah, dans l'État du Tennessee, avait acquis Maax auprès du fonds d'investissement Brookfield Asset Management.

Fondée dans les années 1960 par la famille Poulin à Sainte-Marie-de-Beauce, Maax dit compter, sur son site Web, plus de 1300 employés à travers huit usines réparties au Québec, au Canada ainsi qu'aux États-Unis.

On parle de gens qui gagnent 16 \$ l'heure et qui demandent 1 \$ l'heure de plus par année pour le contrat de travail

STÉPHANE LACROIX



Le président américain est monté à bord de Air Force One, vendredi, sur la base militaire Andrews dans le Mayland, aux États-Unis.

NICHOLAS KAMM AGENCE FRANCE-PRESSE

III GUERRE COMMERCIALE

Trump peste à nouveau contre l'Europe et la Chine

Le président est allé jusqu'à menacer Pékin de taxer en bloc ses exportations vers les États-Unis

DELPHINE TOUITOU
À WASHINGTON
AGENCE FRANCE-PRESSE

Donald Trump s'est lancé vendredi dans une nouvelle escalade sur le commerce en accusant la Chine et l'Union européenne de manipuler leurs monnaies et en menaçant Pékin de taxer l'ensemble de ses exportations vers les États-Unis.

« La Chine, l'Union européenne et les autres manipulent leurs monnaies en baissant leurs taux d'intérêt, alors que les États-Unis augmentent leurs taux, avec un dollar devenant de plus en plus fort jour après jour, ce qui dégrade notre compétitivité », a dénoncé le président américain dans un *tweet*.

« Comme d'habitude, ce n'est pas juste », a-t-il ajouté, alors que la monnaie chinoise est à son plus bas niveau depuis un an.

Vendredi, le billet vert baissait face à la devise européenne, à 1,1717 dollar pour un euro, contre 1,1580 la veille.

Depuis avril, le yuan a perdu près de 10 % de sa valeur par rapport au dollar, avantageant l'exportation des marchandises chinoises sur le marché américain.

Le président américain a aussi vertement critiqué la politique monétaire de

la Banque centrale américaine.

« Les États-Unis ne devraient pas être pénalisés parce qu'ils vont très bien », a-t-il lancé. « Resserrer [la politique monétaire] fait du tort désormais à tout ce que nous avons fait », a-t-il écrit, en référence à une économie florissante dynamisée par la réforme fiscale qui a fortement diminué les impôts des ménages et des entreprises.

La banque centrale américaine (Fed) a entamé une sortie de la politique monétaire à taux zéro depuis deux ans. Elle prévoit de relever graduellement son taux directeur encore deux fois cette année pour le situer à près de 2,50 %, au lieu de 2 % aujourd'hui, afin de maîtriser l'inflation et d'éviter une surchauffe après le stimulus budgétaire massif qui favorise entre autres la hausse des prix.

« Arnaque »

Plus tôt, Donald Trump s'en était pris à Pékin, affirmant qu'il était prêt à imposer des taxes punitives sur la totalité des importations chinoises.

« Je suis prêt à aller jusqu'aux 500 », a-t-il dit sur la chaîne de télévision américaine CNBC, une allusion aux 505,5 milliards de dollars de marchandises chinoises importées par les États-Unis en 2017.

« Je ne le fais pas à des fins politiques, je le fais pour faire ce qui est bon pour notre pays », a-t-il assuré, estimant, comme il l'a maintes fois répété, que « cela faisait longtemps que la Chine [...] arnaquait » les États-Unis.

Jeudi, le président américain avait déjà dénoncé la montée du dollar. « Regardez l'euro [...], il tombe! La Chine : leur monnaie est en chute libre. Cela nous met dans une position désavantageuse », avait-il déploré.

M. Trump, qui accuse Pékin de pratiques « déloyales » et de « vol de propriété intellectuelle », entend réduire le colossal déficit commercial des États-Unis avec ses partenaires. Il exige du géant asiatique de réduire le déficit américain de 200 milliards de dollars.

Mais après des semaines de négociations et une trêve avortée, la Maison-Blanche a mis en œuvre le 6 juillet des taxes douanières supplémentaires de 25 % sur 34 milliards de dollars d'importations chinoises. En outre, 16 milliards de dollars d'importations doivent être prochainement taxés.

Les autorités chinoises, qui dénoncent des actes « irrationnels » du président américain, estiment que Washington a déclenché « la plus grande guerre commerciale de l'histoire économique ».

EN BREF



Des clients entrent dans une succursale du détaillant à Edmonton, en 2017.

JASON FRANSON PC

Simons met la main sur l'entreprise Rituels.ca

La Maison Simons améliore son offre pour la clientèle masculine. Elle annonce l'acquisition de l'entreprise de Québec Rituels.ca. Cette entreprise fondée en 2011 est spécialisée dans la vente de produits et d'accessoires de rasage et de soins personnels pour hommes. Elle a commencé comme boutique en ligne et possède maintenant un pied-à-terre dans le quartier Petit Champlain, à Québec. Pour la Maison Simons, il s'agit de la première transaction du genre en 178 ans d'existence. Dans un communiqué, Simons a souligné que Rituels avait le même souci du détail qu'elle dans la sélection des produits offerts à ses clients.

La Presse canadienne

Contrat de travail ratifié pour 3000 cheminots au Canadien Pacifique

Plus de 3000 cheminots du Canadien Pacifique (CP) représentés par les Teamsters ont voté vendredi à 64,7 % pour la ratification d'une convention collective de quatre ans. Les négociations entre l'employeur et les travailleurs avaient donné lieu à une courte grève au sein de la société ferroviaire en mai dernier. Selon les Teamsters, ce nouveau contrat de travail permettra aux cheminots de bénéficier mensuellement de trois périodes de repos de 48 heures, comparativement à deux auparavant. Il améliore également les dispositions sur le repos pour ceux qui travaillent aux gares de triage. Les hausses salariales sont estimées à 9 % pour la durée de l'entente, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021.

La Presse canadienne

Le Japon recommence à importer du blé canadien

Le Japon avait interrompu ses importations après la découverte de blé génétiquement modifié, et non autorisé, dans le sud de l'Alberta. Ottawa mentionne que cela met fin à toutes les sanctions commerciales internationales découlant de la découverte survenue le 14 juin. La Corée du Sud avait déjà recommencé à importer du blé à la fin du mois de juin. L'utilisation commerciale de blé génétiquement modifié n'est pas autorisée au Canada. Ottawa assure que le blé non autorisé ne s'est pas infiltré dans l'approvisionnement alimentaire ni dans la nourriture pour animaux.

La Presse canadienne



Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545



L'École nationale de cirque de Montréal, fondée en 1981, est une institution d'enseignement supérieur en arts reconnue internationalement. Elle a pour mission la formation d'artistes de cirque professionnels, de pédagogues et de créateurs. Elle est présentement à la recherche d'un(e) candidat(e) pour combler le poste de :

Directeur de la création

Le titulaire du poste supervise les activités de création des étudiants et assure la direction artistique des projets et programmes de création dirigée de l'École. De plus, il assumera les responsabilités administratives et pédagogiques de ces activités et projets.

En savoir plus sur le poste et les exigences professionnelles recherchées : <http://ecolenationaledecirque.ca/fr/lecole/offres-demploi>

Si vous vous croyez apte à occuper ces fonctions, veuillez nous soumettre votre candidature au plus tard le 15 août à l'adresse courriel suivante : rh-enc@enc.qc.ca.

III TOURISME

Haut les mains dans Charlevoix !

Après y avoir renoncé une première fois, le Club Med inaugurerait finalement son premier village québécois en 2020

FRANÇOIS DESJARDINS
LE DEVOIR

Le Club Med qui ouvrira ses portes au pied du Massif de Charlevoix en décembre 2020 en vue d'accueillir 50 000 clients par année servira notamment de vitrine pour montrer aux touristes américains le nouveau visage de l'entreprise dans le créneau des vacances en montagne.

De passage à Montréal vendredi pour dévoiler le nom du futur village de vacances, appelé « Club Med Québec Charlevoix », la direction du groupe a confirmé le début de la construction du projet en insistant entre autres sur une clientèle de jeunes familles, qui représente une part considérable de son chiffre d'affaires.

Puisque le Club Med a investi dans ses villages des Caraïbes, destination bien connue des Américains, il fallait maintenant faire le même type de positionnement « sur la montagne », a dit en entrevue le président du Club Med, Henri Giscard d'Estaing. « Cette démonstration a été faite en Europe et en Asie. Il fallait la faire, par la preuve, en effet, sur le continent nord-américain, et c'est ce qu'on va faire au Massif. »

Une première série de discussions a eu lieu il y a quelques années, mais Club Med, qui appartient au groupe chinois Fosun, a annoncé en décembre 2015 qu'elle renonçait au projet. Sans pour autant tirer un trait sur le Québec, elle disait avoir d'autres initiatives. Les pourparlers ont recommencé en 2016, et l'annonce officielle du projet a finalement été faite en novembre 2017.

« Nous voulions être sûrs que l'ensemble des partenaires concernés, publics et privés, soient motivés, décidés et convaincus de la validité de ce projet comme



nous-mêmes », a dit M. Giscard d'Estaing. « Il y a toujours eu une volonté de tout le monde de le faire. Simplement, je dirais : nous avons des projets dans le monde entier, c'est normal pour une compagnie privée comme nous le sommes de privilégier les projets les plus faciles, les plus accessibles, là où les partenaires sont les plus rapidement enga-

gés. À l'époque, nous avions des projets importants dans les Alpes, et c'est là-dessus qu'on avait mis l'accent. »

« Tout le monde s'est remis autour de la table, a travaillé ensemble et a essayé de faire déboucher ce projet », a dit le président de l'entreprise.

S'il est prévu que la construction de l'hôtel entraînera la création d'environ

Le village du Club Med de Charlevoix devrait créer 300 emplois directs et 400 emplois indirects.

CLUB MED

700 emplois, l'exploitation du village devrait créer plus de 300 emplois directs et 400 emplois indirects, a déjà estimé le Groupe Le Massif, fondé par l'homme d'affaires Daniel Gauthier.

Sur un financement global de 120 millions, une proportion de 70 % vient du privé (Club Med, Daniel Gauthier, Guy Laliberté, Groupe Germain, etc.) et 30 % de prêts gouvernementaux de la part de Québec et d'Ottawa. Le Mouvement Desjardins et la Banque Nationale font aussi partie des partenaires. La société Club Med, qui bénéficie d'une entente de 15 ans avec le Massif, n'a pas précisé la somme qu'elle compte y investir.

Lors de l'annonce, en novembre 2017, les promoteurs du projet avaient affirmé que l'afflux de vacanciers, que l'on tentera d'attirer toutes saisons confondues, entraînerait une hausse de 6 % de l'achalandage à l'Aéroport de Québec. Le taux d'occupation de l'hôtel de 300 chambres prévu atteindrait 70 % pendant l'été et 85 % l'hiver.

M. Giscard d'Estaing a également affirmé que l'entreprise espère attirer une clientèle sud-américaine. « Il y a 15 000 Brésiliens qui viennent dans nos villages des Alpes », a-t-il dit. Quant aux Européens, on s'attend à ce qu'ils soient plus présents en été, car la destination est « très complémentaire » à celle des Alpes.

Invité à dire si Club Med envisage déjà un deuxième village au Canada, le président a dit : « Nous regardons attentivement l'ensemble des destinations nord-américaines, au Canada et aux États-Unis. » Cependant, a-t-il ajouté, « c'est vrai que l'Québec canadien a des caractéristiques très intéressantes, en particulier en matière de qualité de neige, et c'est une destination plus proche de l'Asie ».

III LIBRE-ÉCHANGE

Trudeau toujours en faveur de l'ALENA

Chrystia Freeland rencontrera le nouveau président mexicain

MIKE BLANCHFIELD
À OTTAWA
LA PRESSE CANADIENNE

Malgré les rumeurs fraîches d'un accord commercial bilatéral entre les États-Unis et le Mexique, le premier ministre Justin Trudeau est convaincu qu'un accord de libre-échange nord-américain (ALENA) complet est préférable pour les trois pays.

Selon M. Trudeau, l'ALENA reste la meilleure option pour assurer la prospérité des travailleurs nord-américains. « C'est pourquoi nous nous engageons à renégocier, à améliorer et à mettre à jour l'ALENA », a indiqué vendredi M. Trudeau aux journalistes à Markham en Ontario.

Cependant, le président américain, Donald Trump, et son secrétaire à l'Agriculture, Sonny Purdue, ont tous deux affirmé, plus tôt cette semaine, qu'une entente avec le Mexique pourrait être conclue en premier et exclure le Canada.

Lors d'un entretien à la radio, le secrétaire à l'Économie du Mexique, Ildefonso Guajardo, a indiqué cette semaine qu'il serait à Washington jeudi prochain pour reprendre les négociations de l'ALENA avec des responsables.

Sans donner de détails, M. Trudeau a déclaré vendredi : « Nous poursuivons les discussions avec les États-Unis et le Mexique. »

La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, ne prévoit pas de se rendre à Washington la semaine prochaine pour des négociations sur l'ALENA, ont indiqué des fonctionnaires sous couvert de l'anonymat, en raison du caractère délicat de la situation. Le bureau de M^{me} Freeland affirme que la ministre et ses homologues aux Finances et au Commerce international, Bill Morneau et Jim Carr, visiteront Mexico mercredi pour rencontrer le président désigné Andrés Manuel López Obrador et son équipe.

III INDICES

L'inflation à un sommet depuis six ans

La Banque du Canada devrait continuer à augmenter les taux d'intérêt

ANDY BLATCHFORD
À OTTAWA
LA PRESSE CANADIENNE

L'économie canadienne a montré son endurance avec la publication, vendredi, de deux rapports qui ont témoigné d'un bond dans les ventes printanières des détaillants et de l'inflation la plus rapide en plus de six ans. L'inflation annuelle a accéléré le mois dernier pour s'établir à 2,5 %, en hausse par rapport à celle de 2,2 % observée en mai, selon Statistique Canada. La croissance était particulièrement attribuable aux prix plus élevés de l'essence.

Dans une publication distincte, l'agence fédérale a signalé que les ventes des détaillants avaient progressé de 2,0 % en mai, grâce à la performance des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, ainsi que celle des stations-service. La valeur des ventes au détail s'était contractée de 0,9 % en avril. Des analystes ont estimé que ces chiffres résilients encourageraient probablement la Banque du Canada à poursuivre le resserrement de sa politique monétaire — ce qui pourrait signifier qu'une nouvelle hausse des taux d'intérêt aura lieu plus rapidement que prévu. La banque centrale a augmenté son taux directeur à 1,5 % la semaine dernière. Il s'agissait de sa quatrième hausse dans la dernière année.

Cependant, certains experts s'atten-

2,5 %

C'est la hausse annualisée de l'inflation en juin, comparativement à 2,2 % en mai.

dent toujours à ce que l'incertitude croissante entourant les risques commerciaux — y compris l'intensification d'un conflit avec les États-Unis — force le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, à maintenir son approche prudente pour les prochaines hausses. « [La banque] se tourne vers ses prévisions et vers la confirmation que ses prévisions sont en train de se concrétiser, ce qui sera certainement le cas à court terme », a avancé James Marple, économiste principal à la Banque TD, lors d'un entretien. « [Cela] devrait leur donner un certain espoir de pouvoir continuer à augmenter lentement les taux. Alors je dirais que, oui, la probabilité de voir une nouvelle hausse des taux cette année a augmenté avec la récente vague de données. »

Incertain sur le commerce

M. Marple a cependant ajouté que chaque jour reste un « jeu d'équilibre » pour ce qui est de l'évolution de la politique commerciale. Pour cette raison, il indique

qu'il est aussi possible que M. Poloz marque une pause pour le reste de 2018. Royce Mendes et Katherine Judge, de la Banque CIBC, ont écrit dans une note de recherche que les chiffres de vendredi laissent croire que la Banque du Canada modifiera son taux de nouveau cette année.

« Mais les banquiers centraux auraient besoin de voir la croissance résister à un certain nombre de vents contraires pour appuyer sur la détente », ont-ils écrit.

L'économie est aux prises avec des inconnues considérables liées à la paralysie des négociations entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à l'introduction récente, par le gouvernement Trump, de tarifs sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance du Canada. Ottawa a riposté avec des droits sur les importations américaines de métaux ainsi que sur des douzaines de produits de consommation.

Le président des États-Unis, Donald Trump, menace également d'imposer des tarifs sur les véhicules et les pièces automobiles, ce qui, selon plusieurs experts, pourrait avoir un effet dévastateur sur les économies et les emplois des deux côtés de la frontière. Jeudi, le gouvernement canadien a promis de répliquer à d'éventuels tarifs automobiles si la menace de M. Trump devait se concrétiser.



Corporation Prêts Hypothécaires Ace
Ace Mortgage Corp.
Depuis 1959

Contact : Aaron Bloom
Téléphone : (514) 731-8585

- ◆ 1^{ère} et 2^{ème} hypothèque :
 - Commercial
 - Industriel
 - Logement multifamilial
 - Terrain – développement

- ◆ Prêt – achat (balance de vente)
- ◆ Financement intérimaire (Bridge financing)
- ◆ Participation – Immeuble à revenu
- ◆ Participation au capital
- ◆ Prêt – \$ 250,000.00 à \$ 5,000,000.00
- ◆ Analyse et réponse rapide
- ◆ Agent protégé

Les Québécois gagas de kombucha

Séduits par le goût pétillant et légèrement amer du kombucha, de plus en plus de Québécois se lancent dans la préparation maison de cette boisson à base de thé fermenté. Ils pourront même faire évaluer leur produit par des experts en la matière lors du premier festival de kombucha qui se déroulera dimanche à Ottawa.

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

G

lanant des conseils sur les réseaux sociaux, auprès de leurs amis ou dans un cours, les Québécois sont désormais nombreux à préparer leur kombucha dans le confort de leur cuisine. Une façon d'économiser en s'amusant à manipuler des bactéries.

Un détail qui n'a pas échappé aux organisateurs du premier festival de kombucha, le Boochfest. Si une vingtaine de grandes marques seront présentes pour faire découvrir leurs produits dimanche, un espace sera aussi accordé aux amateurs. Une compétition de kombucha maison est en effet prévue et compte déjà cinquante participants. « Ça montre l'engouement pour la boisson et la possibilité d'en faire chez soi sans trop de difficulté », explique l'une des organisatrices, Samira Drapeau.

Il faut dire qu'il suffit de peu : du thé, du sucre, de l'eau, une culture de levure et de bactéries (une « mère kombucha ») et une dizaine de jours de fermentation.

« Ce n'est pas compliqué, mais au début, tu peux facilement rater en le laissant trop longtemps fermenter ou en n'utilisant pas assez de sucre. Soit ça va goûter le vinaigre, soit il va y avoir de la moisissure. Alors, tu recommences et tu deviens meilleur », témoigne Marc-Antoine Baril, qui s'est lancé il y a près d'un an.

C'est son goût et le côté artisanal de la chose qui ont poussé le jeune homme à se procurer sa première « mère kombucha ». « J'étais curieux d'apprendre, ça semblait plus simple que faire sa propre bière et le *fun* de pouvoir créer différentes saveurs », explique-t-il.



S'il est assez simple (et économique!) de faire soi-même son kombucha à la maison, il est facile de rater sa culture en la laissant trop longtemps fermenter ou en n'utilisant pas assez de sucre

PHOTOS GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Au fil des semaines, il a aussi constaté les économies qu'il réalisait. Une petite bouteille coûte environ 5 \$ en magasin ; il lui suffit de 2 \$ pour préparer huit litres de kombucha maison.

Commercialisation coûteuse

Un détail qui n'a pas non plus échappé à Benoît Daoust, qui fait son kombucha

avec sa conjointe depuis six ans. C'est lorsqu'ils ont voulu créer leur entreprise il y a trois semaines qu'ils ont réalisé les coûts associés à la commercialisation du produit. « Ce n'est pas le liquide qui coûte cher, c'est le reste : l'impression des étiquettes et publicités, les bouteilles et leur transport, le permis de vente... »

Même son de cloche du côté de Rise,

leader canadien dans la vente de kombucha. « Les gens ne réalisent pas combien de ressources on met dans la production. Le verre coûte cher, nos ingrédients sont de qualité et bio. Nos marges de profit ne sont pas plus élevées qu'un autre jus », explique le président et cofondateur de l'entreprise, Julian Giacomelli.

Une boisson bonne pour la santé ?

L'engouement pour le produit ne signifie pas qu'il est réellement bénéfique pour le corps

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

Décrit comme une boisson énergisante, détoxifiante, aidant à la digestion et à éloigner maladies et allergies, le kombucha fait de plus en plus d'adeptes soucieux d'être en bonne santé. Des vertus thérapeutiques qui sont toutefois à prendre à la légère, puisqu'aucune étude ne vient les appuyer.

« C'est vrai qu'il contient de bonnes bactéries et levures qui contribuent à avoir un microbiote en santé et donc à mieux digérer. Mais on ne peut extrapoler et dire que le kombucha est favorable à la santé pour mille raisons », prévient Stéphanie Côté, nutritionniste chez Extensio, le centre de référence en nutrition de l'Université de Montréal.

Rappelant que peu de travaux scientifiques se sont penchés sur la question, elle estime qu'il s'agit plutôt d'un coup de marketing. Pour attirer de nouveaux clients, les fabricants jouent la carte « santé », très à la mode ces dernières années auprès des Québécois qui se soucient davantage du contenu de leur assiette.

Des preuves

Mais l'expérience des consommateurs est suffisante pour prouver les effets bénéfiques de la boisson, aux yeux de Julian Giacomelli, président et cofondateur de Rise, un leader canadien dans la vente de kombucha. « Je suis



Une culture de levure et de bactéries — aussi appelée « mère kombucha » — vue de près.

convaincu que les bienfaits sont là, les gens qui en boivent quotidiennement le voient, même si d'un point de vue scientifique c'est difficile à prouver.»

Stéphanie Côté reste catégorique : il ne faut pas voir le kombucha comme un élixir guérisseur, mais comme une solution intéressante aux boissons gazeuses, énergisantes et à la bière. « C'est deux à quatre fois moins sucré que les boissons gazeuses, explique-t-elle. Mais ça demeure une boisson sucrée quand même. »

Les fabricants jouent la carte « santé », très à la mode ces dernières années auprès des Québécois

Les principales inquiétudes soulevées sur le kombucha concernent la quantité d'alcool qu'il contient. Puisqu'elle est fermentée, la boisson possède une petite dose d'alcool, allant jusqu'à 0,5 % dans les produits du commerce. Mais à la maison, le pourcentage peut vite grimper chez les débutants qui ne suivent pas les règles à la lettre. « C'est jamais assez pour virer une brosse, mais pour un enfant plus sensible, ça reste délicat de lui en donner, par exemple. » La boisson est également déconseillée aux femmes enceintes.

Des risques ?

Par ailleurs, devant le nombre croissant de producteurs de kombucha à travers le pays, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a décidé de lancer une étude sur cette boisson, en avril dernier.

Pendant un an, soixante échantillons de kombucha prélevés dans différents commerces du détail seront analysés pour surveiller la présence éventuelle de micro-organismes à risque — tels que E. Coli ou la Salmonelle, pour ne citer que les plus connus.

« On n'a jamais eu de plaintes, mais vu sa popularité on voulait le surveiller, en prévention », précise Karelle Beaudoin, porte-parole de l'ACIA. Jusqu'à présent, les échantillons analysés n'ont rien révélé d'alarmant.

Le taux d'alcool sera aussi scruté à la loupe durant l'étude. Lorsque la boisson est mal réfrigérée ou qu'elle reste

trop longtemps sur les rayons, son pourcentage d'alcool peut grimper. « À partir de 1,1 % d'alcool, les producteurs sont obligés de l'indiquer sur les étiquettes », indique également la porte-parole.

Encore des mystères

Actuellement, aucune réglementation ne définit ce qu'est le kombucha et sa production n'est soumise à aucune norme particulière, d'après l'ACIA.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) fait le même constat. Lorsqu'un producteur veut se lancer sur le marché, il doit obligatoirement passer une formation en hygiène et salubrité alimentaires. Une règle qui en fait sourcilier certains, surpris de devoir se conformer aux mêmes normes qu'une personne qui souhaiterait ouvrir une boucherie ou une poissonnerie. « Le gouvernement ne semble vraiment pas comprendre comment on fait du kombucha », confie Benoît Daoust, qui a dû suivre la formation pour lancer son entreprise.

Il trouve curieux d'apprendre comment réchauffer des plats de viande de façon sécuritaire, alors qu'il manipulerait essentiellement des produits secs comme le thé. « On se fait expliquer que les bactéries, c'est mauvais, mais nous, on travaille justement avec des bactéries, c'est quand même drôle », poursuit-il d'un ton mêlant l'étonnement et l'exaspération.

LEDEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30
Renseignements et administration : 514 985-3333

D

Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par courriel publicite@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com